



LIMINAIRE AU CHSCT DU VAUCLUSE DU 22 novembre 2016

Monsieur le Président,

SOLIDAIRES FINANCES ne saurait commencer ce CHSCT sans évoquer certains éléments de contexte local et national.

Le 15 novembre dernier, les agents du Vaucluse se sont fortement mobilisés et ont exprimé leur colère, leur désarroi, voire leur désespoir. Avec 36 % de grévistes, le département se trouve parmi les plus mobilisés. L'encadrement intermédiaire ne s'y retrouve pas dans la ligne DGFIP et a montré combien l'exercice de ses missions devient impossible. Les cadres aussi, vous ont dit STOP.

Au-delà des chiffres, c'est le ressenti des agents qui est le plus édifiant: entre désarroi et désespoir, les agents en poste dans le Vaucluse sont désabusés en face d'une hiérarchie qui mène la DGFIP droit dans le mur

La DGFIP est désormais un château en ruine. La destruction de l'édifice met les services à l'agonie et les agents en danger. Les situations de stress et de tension n'ont jamais été aussi vives.

En votre qualité de Directeur Départemental des Finances Publiques, vous êtes responsable de la santé physique et mentale des agents placés sous votre autorité.

Depuis des années, les agents et les cadres fournissent des efforts sans précédents en pure perte. Le poids des urgences est insupportable et génère du trouble et de la souffrance au travail.

A cela, il convient de rajouter toutes les difficultés d'exercice des missions et d'exécution des travaux qui rendent les conditions de travail de plus en plus difficiles.

En récompense des efforts fournis, l'administration impose la mobilité forcée, rogne drastiquement les évolutions et perspectives de carrière et dégrade le pouvoir d'achat de ses agents.

Alors Monsieur le président, il est urgent de changer de politique. L'arrêt des suppressions d'emploi et le comblement des postes vacants s'imposent. La restructuration des services et du réseau doit cesser sans délai.

De réorganisation, il va encore en être question lors de cette séance du CHSCT, et encore une fois le DDFiP du Vaucluse, se prononce pour la casse du service public, notamment à travers son maillage: la mise en pôle départemental des services de l'Enregistrement est symbolique de l'appauvrissement de la DGFIP; vous allez forcer des agents à choisir entre leur résidence

et leur métier et obliger les contribuables, particuliers comme professionnels à sillonner le Vaucluse.

Ce n'est bon ni pour la planète, ni pour les Agents des Finances Publiques, ni pour les usagers. Encore une fois, vous demandez au CHS CT de Vaucluse de se prononcer sur vos réformes absurdes sans lui fournir les éléments utiles à fonder un avis circonstancié. Sur les précédentes concentrations, SOLIDAIRES FINANCES vous a déjà précisé ces faits et la réalité du terrain nous a donné raison. Le malaise des caisses et des caissiers en est le parfait exemple.

Pour SOLIDAIRES FINANCES, le CHS CT se doit de traiter les fiches de signalement et les accidents de services, au-delà du seul volet statistique.

S'agissant de MEMO, cette évolution du module Rialto Investigations rejeté en son temps par les vérificateurs mérite les mêmes critiques.

Une application lourde et chronophage de formatage et de flicage qui n'apporte rien au vérificateur dans l'accomplissement de ses missions.

Nous ne sommes pas dupes de la principale inflexion que constitue à rendre facultative la partie méthode de l'application. C'est une manœuvre grossière qui démontre que l'Administration est loin d'abandonner ses velléités d'immixtion et de contrôle de la relation entre le vérificateur et le chef de brigade. Cet objectif, caché à ce stade mais permis par l'application, va modifier profondément à la fois l'équilibre au sein du collectif de travail et détériorer l'autonomie des vérificateurs. En ce sens, il s'agit bien d'une modification des conditions de vie au travail des vérificateurs ainsi que d'une attaque du contrôle fiscal technicien. Pour SOLIDAIRES FINANCES, la mise en œuvre de cette application constitue une réforme importante et significative.

SOLIDAIRES FINANCES s'oppose à la casse du service public financier et fiscal, aux concentrations polaires, qui conduisent inévitablement à une dégradation des missions, à une perte de repères des agents, des contribuables et des usagers, et par conséquent à une dégradation des conditions de travail et des garanties des agents.

SOLIDAIRES FINANCES exige, comme les textes le prévoient, la consultation du CHS CT pour tous les travaux d'aménagement et de réaménagement des espaces de travail.

Il est symptomatique de voir que l'Administration est obligée de recourir à des artifices ou à des groupes de travail afin de limiter les effets pervers des réorganisations qu'elle impose: le réseau des caissiers (même s'il est souhaitable qu'il se mette en place) en est la meilleure illustration.

Tels des Ponce Pilate, nos dirigeants prononcent réformes sur réformes et laissent ses agents se débrouiller seuls. Ils s'en lavent les mains et se les essuient sur eux ! Cela doit cesser ! SOLIDAIRES FINANCES exige l'arrêt des suppressions d'emploi et le comblement immédiat et intégral de toutes les vacances de postes, une véritable politique de prévention avec le renforcement des prérogatives du CHS CT et du réseau de médecins de prévention.

Globalement, sur l'ensemble des sujets à l'ordre du jour, SOLIDAIRES FINANCES exigera en toute circonstance que l'humain soit placé au cœur des problématiques d'hygiène, de sécurité et de santé au travail, afin que le préventif soit la priorité, que les conditions de vie au travail vivent une réelle amélioration.